

Les théâtres marocains ou un 'un work in progress'

Au terme de 40 ans e la gestion des affaires publiques.

Amel Abou el Aazm

La culture bouillonne au Maroc. Cette affirmation a été dite et redite, écrite et réécrite dans la presse marocaine et relayée par les médias internationaux. Les festivals de Marrakech, Essaouira, Rabat, Casablanca... ont été largement médiatisés, le cinéma marocain mis à l'honneur ici et ailleurs, la Nayda musicale analysée et décortiquée, mais le théâtre n'a presque pas été sous les feux des projecteurs. Pourtant, malgré des gros problèmes structurels, la scène théâtrale vit une certaine effervescence. Introduit au Maroc dans les années vingt, le « 6ème art » est resté longtemps amateur, a manqué de moyens professionnels, et a oscillé, comme partout, entre un théâtre populaire et un théâtre élitiste. Mal subventionné, sans politique culturelle adéquate et sans espaces, les mots « crise » et « léthargie » lui sont généralement associés. Toutefois, une dynamique, faite de système D, d'engagement associatif et citoyen, d'esprit d'initiative, s'est frayée un chemin. De quoi est fait ce regain théâtral ? Quels sont les acteurs qui y sont impliqués ? Comment réagissent les pouvoirs publics à cette nouvelle scène qui s'est imposée ? Existe-t-il une industrie du spectacle vivant ? Après un rapide retour sur l'histoire du théâtre au Maroc et un état des lieux de ses structures, nous verrons comment professionnels, metteurs en scène, dramaturges et comédiens... s'organisent malgré tout pour faire vivre des théâtres marocains et vivre du théâtre.

Une longue, lente et difficile mise en place d'un théâtre professionnel

Le théâtre (entendu initialement en Occident, comme l'art de la représentation dramatique joué par des comédiens dans un espace déterminé pour un public, et comme le bâtiment dans lequel se déroulent les spectacles), n'a pas toujours existé au Maroc sous cette forme. Jusque dans les années vingt, la notion de spectacle et de divertissement se retrouvait dans les fêtes et commémorations (religieuses et sociales), les cérémoniaux, où chant et danse se mêlaient, dans les rassemblements sur les places publiques, conduits par des

conteurs, prestidigitateurs, jongleurs... La « Halqa », forme la plus célèbre et populaire, « est l'une des plus anciennes manifestations artistiques chez les humains, à côté de la peinture, gravure, sculpture, poésie, chants » rappelle Aboukacem Chebri, directeur du Festival International de la Halqa et des arts populaires. Cette expression culturelle répandue au début du XXème siècle, a régressé, résistant difficilement aux bouleversements politiques et sociaux qu'a traversés le Maroc, et à la nouvelle conception et place de la culture dans la société. « Cet art millénaire qui était notre école est sérieusement en danger et la relève semble obscure ». Le théâtre, ses structures et son industrie culturelle, sous sa forme occidentale classique, ne découle donc pas directement des pratiques culturelles de la société marocaine, à la différence d'autres univers où son développement a suivi les changements politiques et sociaux depuis des siècles. Ainsi, quand on envisage la scène théâtrale au Maroc, cette donnée est importante pour comprendre tous les maillons manquants, et le retard pris à la structuration de la chaîne formation – création – production – diffusion - communication

C'est dans les années vingt que le théâtre est introduit par des troupes arabes du Moyen-Orient en tournée dans les grandes villes du Maroc. Ces premières représentations données, souvent des adaptations de Molière et de Shakespeare, inspirent des marocains, qui y voient un moyen d'expression politique et de contestation, sous la colonisation. Sans en maîtriser les outils et techniques, ils passent directement à la pratique, et deviennent, du jour au lendemain, dramaturge, metteur en scène, comédien... Les premiers textes dramaturgiques sont écrits, les premières pièces de théâtre jouées. Pendant plusieurs années, faute d'enseignement théâtral, on restera dans l'imitation. « Le théâtre a été lié depuis sa naissance (la forme occidentale) à l'école, (pendant le protectorat), à l'usine (théâtre des ouvriers après l'indépendance), et au nationalisme. Il a été utilisé comme un moyen de résistance, de lutte, mais c'est ce qui l'a empêché pendant longtemps d'être pris dans sa fonction basique : un art et un savoir d'abord » déplore Jaouad Essounani, 33 ans, metteur en scène et directeur

artistique de la compagnie DABATEATR. Des stages de formation sont organisés dans les années cinquante, auxquels participent Tayeb Saddiki, Ahmed Tayeb El Alj, sous la direction d'André Voisin. Mais ce n'est qu'en 1985 qu'est créé, l'Institut Supérieur d'Art Dramatique et d'Animation Culturelle (ISADAC), sous la tutelle du ministère de la Culture. Pendant longtemps, les professions du théâtre n'ont donc été ni enseignées ni réglementées, empêchant une vraie pratique théâtrale et une professionnalisation. Avec l'ISADAC, émergent des promotions de lauréats qui font le choix de carrière dans les métiers des arts vivants. Le théâtre professionnel s'organise et le vide autour du statut juridique de l'artiste est lentement corrigé (loi sur le statut de l'artiste en 2003).

Mais une formation aux métiers du théâtre, sans lieux pour jouer, ne permet pas une pratique théâtrale durable : un des gros nœuds est le manque d'infrastructures culturelles fonctionnelles répondant aux normes techniques d'un théâtre. Les premiers théâtres et espaces culturels, ont été construits pendant la période coloniale : Théâtre Cervantès à Tanger en 1913, Théâtre municipal de Casablanca en 1920 (démoli en 1984), Théâtre municipal d'El Jadida en 1935, Cinéma Vox en 1935... À l'indépendance, le Théâtre National Mohamed V est construit à Rabat (1962), mais conçu au début pour être une salle de cinéma, il se prête davantage aux spectacles autres que théâtraux (Amina Touzani, La culture et la politique culturelle au Maroc, Editions La croisée des chemins, 2003). Dans les années quatre-vingt, d'autres espaces sont bâtis (Ex à Casablanca : Théâtre du Maarif - 1987, Théâtre Moulay Rachid - 1990, Théâtre Sidi Belyout - 1992), mais une fois construits, ils n'ont pas été dotés de budget de fonctionnement leur permettant de devenir des lieux de création et de diffusion avec une programmation régulière. Gérés par les collectivités locales, et donc le ministère de l'Intérieur, ils gardent un aspect administratif rebutant. Certains sont dans un état de délabrement avancé, d'autres ont été rénovés mais sans que soit réglée la question de leur gestion et de leur financement. Pour échapper à ces centres dits culturels, les salles des services culturels étrangers (Institut français, Institut Goethe, Institut Cervantès...) sont prisées.

Enfin, la question du rapport de l'État à la culture, et des moyens qui lui sont donnés, ou pas, par les pouvoirs publics, est centrale pour la compréhension de la scène théâtrale marocaine contemporaine. L'effervescence culturelle qui a suivi l'indépendance (1956) s'est transformée, pendant et après la répression et la censure des années de plomb, en un désert artistique où les rares créations se limitaient au divertissement, plaçant les artistes dans l'impossibilité de réfléchir, librement, à la place de l'art dans la société et aux moyens de participer à sa structuration. Pendant longtemps l'action du ministère de la Culture, créé en 1974, s'est limitée à la protection et valorisation du patrimoine culturel, sans

intégrer la notion de soutien à la création artistique. De plus, l'institutionnalisation de la culture, et le fonctionariat, a établi un lien entre pouvoirs, administration, et artistes qui a faussé le jeu et entraîné des conflits d'intérêts. Ce n'est qu'en 1998 qu'un fond de soutien à la production théâtrale est créé. Soutien bancal et insuffisant pour assumer les frais de production et de diffusion. De plus les subventions sont accordées selon des règles floues et opaques, ce qui impose de chercher un autre financement. « La part du soutien apporté par les autorités publiques dans nos activités ne dépasse pas le 1 %, sinon 0 %, depuis la création de DABATEATR » explique Jaouad Essounani, dont la compagnie salarie pourtant sept personnes (régulières et temporaires).

Une dynamique théâtrale marocaine contemporaine ou un projet de génération

De toutes les manières, cela fait longtemps qu'artistes et société civile n'attendent pas un changement de la politique culturelle pour faire bouger les choses. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, une génération de battants, conscients du rôle que le théâtre peut et doit jouer dans la cité, apporte une alternative, et participe à la construction d'un cadre théâtral professionnel. « La génération du théâtre, c'est l'étape qui sera concrétisée par le travail des jeunes formés aux écoles de théâtre à l'extérieur du pays et par quelques lauréats de l'ISADAC. Lors de cette étape, le théâtre sera pratiqué comme le choix d'un art qui obéit à des règles et où interviennent des techniques et se rencontrent plusieurs arts et artistes. » (Abdelwahed Ouzri, Le théâtre au Maroc, Structures et tendances, Les Editions Toubkal, 1997) Plus de 25 ans après la création de l'ISADAC, les parcours d'hommes et de femmes de théâtre en témoignent. Naima Zitane, metteur en scène et dramaturge, en est un exemple. Diplômée de l'ISADAC en 1994, elle crée la même année, la compagnie Théâtre Aquarium. « Après une vingtaine d'années de carrière exclusivement théâtrale, exigeante et riche », elle a créé une quinzaine de spectacles à propos de situations de la vie des femmes, et ouvert un petit théâtre de quartier dans un quartier populaire de Rabat. Plus récemment diplômé, en 2008, Faycal Azizi confirme cette professionnalisation : « Ma formation à l'ISADAC a été une expérience artistique et humaine très riche. Aujourd'hui, je vis de ma carrière de comédien, et je n'ai pas de freins. Il faut arrêter la victimisation. C'est à chacun de chercher son chemin. »

Menées par des lauréats de l'ISADAC, et organisées en association, des dizaines de compagnies indépendantes ont été créées et mènent des projets de création : « La nouvelle scène théâtrale est un phénomène qui a commencé avec les initiatives de premiers lauréats de l'ISADAC », explique Tarik Ribh, né en 1980, président de Nous Jouons pour les arts (NJ). Ces collectifs d'ar-

tistes impulsent des espaces d'expression et des festivals pour faire vivre un théâtre contemporain professionnel et s'attaquent à chaque maillon de la chaîne « création – formation – production – diffusion – communication » pour « l'envie de promouvoir un genre de théâtre qui nous ressemble, d'expérimenter la pluridisciplinarité et faire du théâtre un vecteur majeur d'échanges interculturels » ajoute Tarik Ribh, dont la compagnie NJ organise en mai 2012 la 6ème édition du festival Thé- Arts, à la Villa des Arts, et est en tournée depuis mars 2012 à Rabat, Fès, Larache, Casablanca... avec leur nouvelle création « Exercices de tolérance » (écrit par Abdelatif Laabi, mis en scène par Mahmoud Chahdi et produit en partenariat avec la coordination Alsacienne de l'Immigration Maghrébine et le Centre des Droits des Gens).

Le financement ? Ils le cherchent, ils le trouvent et n'attendent pas qu'il tombe du ciel. Par le système D, le bénévolat, les outils de communication, les nouvelles technologies, les sponsors privés, les réseaux à l'international, les services culturels étrangers, ils se donnent les moyens de vivre de leur art et établissent des ponts entre les disciplines. Exemple à Rabat, où DABATEATR organise depuis trois ans, une fois par mois, la semaine culturelle pluridisciplinaire « DABATEATR citoyen », et est en passe de réaliser ce qu'aucun n'a réussi à faire de manière continue. « DABATEATR, c'est un projet de génération. On croit que soit les choses se font DABA (maintenant), soit on profite des opportunités événementielles, sans rien laisser à la génération suivante qui nous condamnera. On s'est dit que c'est à nous de nous battre pour un projet, qui va (c'est notre espoir) rester même après notre départ », confie Jaouad Essounani. « On reconnaît à tous les anciens leurs belles initiatives, de s'être battus pour faire connaître les formes contemporaines de théâtre. Mais il faut reconnaître avec la même honnêteté qu'on est orphelins de pères, de gens qui ont déjà créé et transmis des structures qui peuvent marquer l'histoire de la pratique théâtrale au Maroc. »

Pour les arts vivants, les années 2000, avec un climat politique, économique et social plus adéquat, sont donc des années de prise de conscience, de création et de structuration. Bouillonnement qui n'avait jamais existé de telle manière et rassemblé autant d'individus autour de projets. À Casablanca, la Fondation des Arts Vivants, créé en 2004, apporte sa pierre à l'édifice, avec comme objectifs de créer une dynamique artistique au sein de la ville, d'attirer le public vers les théâtres et de proposer des spectacles de qualité à des prix subventionnés. Afin de promouvoir l'art théâtral, et financée par le sponsoring, et des subventions de la ville, de l'Union Européenne... elle produit des pièces de théâtre, organise des ateliers de formation et deux festivals : « Théâtre et cultures » et « Allons au théâtre », (5ème édition – octobre 2012) qui dresse un panorama des dernières créations nationales.

Cette frénésie des arts de la scène touche aussi le

théâtre de rue, le cirque, la Halqa, renforçant les ponts entre les pratiques contemporaines du théâtre et les traditions d'arts populaires. « C'est pour revaloriser et mettre en valeur la Halqa et ses artistes que nous avons initié le Festival international de la Halqa et des arts populaires. Il est temps de revisiter ce pan fondateur de notre identité culturelle. Pour lui donner un nouveau souffle au lieu de le laisser disparaître comme dans d'autres pays du monde » explique Aboulkacem Chebri. En avril 2012, la 4ème édition à Sidi Bennour a accueilli « des milliers de gens venus des villes, villages et douars de la Région Doukkala-Abda, assister aux scènes de la Halqa, chants, parade internationale, fantasia et théâtre. Une mosaïque de régions, de genre et d'âge ».

D'autres initiatives privées ont vu le jour pour combler le manque d'infrastructures culturelles et viennent rappeler la nécessité de la mise en place d'une économie de la culture pour pérenniser les projets artistiques. Des entrepreneurs privés et producteurs, programment des comédies et pièces de théâtre (« Les Hommes viennent de Mars, les femmes de Vénus », « Homme femme mode d'emploi...»). Ces grands succès parisiens attirent un public francophone, issu de milieux aisés. Initialement programmé au Rialto et au Megarama de Casablanca, un nouvel espace accueille ce type de spectacle depuis juin 2011 : le théâtre du Studio des arts Vivants, à Casablanca. Théâtre privé, sans subvention, d'une capacité de 600 places, et équipé de matériel scénique et d'éclairage, le théâtre du Studio « envisage de programmer une vingtaine de spectacles par saison, soit deux spectacles par mois » explique Sophie Vaïsse, directrice du projet. Ce théâtre est intégré à une école qui forme depuis septembre 2010 à toutes les disciplines liées à la scène. Motivé par « le constat simple qu'il n'y a pas de structure entièrement dédiée à l'apprentissage des disciplines artistiques ET à la pratique scénique à Casa. Le Studio, en réunissant une école des arts de la scène et un théâtre, répond à cette problématique » explique Sophie Vaïsse. Pour trouver l'équilibre entre l'offre et la demande, et gérer l'impératif de rentabilité, les recettes de billetterie ne suffisant pas, des sponsors sont associés aux spectacles. Enfin, cette tendance d'entreprenariat privé culturel a été renforcée par un système inédit de billetterie sur internet www.tick-et-show.com, mise en place en 2011. Si toutes ces initiatives se différencient de celles des troupes et des compagnies qui font de la mixité sociale du public, de la darija comme langue de création et de l'engagement associatif et citoyen leur leitmotiv, elles demeurent néanmoins importantes et nécessaires car elles participent à la construction d'une industrie du spectacle vivant.

Ce regain d'activité et d'intérêt pour le théâtre ne se limitent pas à la sphère privée. Des signes sont donnés par les pouvoirs publics que le temps de la prise de conscience d'une refonte de leur rapport à la culture est venu et qu'il devient obligatoire de participer à la dynamique culturelle initiée par les artistes et les associa-

tions. Conscients de l'impasse dans laquelle se trouve la scène culturelle, des besoins et des attentes des artistes mais aussi du public, des médiathèques et centres culturels sont construits dans plusieurs villes du Maroc, mais les plus importants restent sur l'axe Rabat-Casa. Du côté de la capitale politique, avec le nouveau site de la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc et un projet de Grand théâtre; et du côté de la capitale économique avec CasArts, prévu à l'horizon 2016. D'une superficie construite de 24 000 mètres carrés brut, et situé en plein cœur du quartier historique de Casablanca, CasArts est un projet de la ville, initié en association avec la Fondation des Arts Vivants. Espace dédié à tous les arts de la scène, il vise une programmation de qualité, variée et accessible à tous les budgets, et aspire clairement à être un soutien à la création culturelle nationale : « En mettant à disposition des espaces de travail pour les artistes et les compagnies en résidence que CasArts compte accueillir, des petits studios de répétition pour que les groupes même amateurs puissent venir y répéter dans un cadre agréable et professionnel. La programmation artistique de CasArts doit également soutenir le théâtre marocain en diffusant via de l'achat, de la co-production ou de la production des créations artistiques marocaines » explique Myriam Hamamsi, directrice du projet CasArts. Jusqu'à présent, de telles ambitions n'ont jamais eu les moyens humains, techniques et matériels nécessaires, empêchant, en partie, une réelle structuration du secteur. Signe d'un changement d'époque et de la démarche participative associée à ce projet, les artistes et acteurs culturels marocains ont contribué à plusieurs reprises, par des workshops et des ateliers, à la phase d'étude d'Avant-Projet : « Le projet a récemment évolué justement pour répondre aux besoins des artistes musicaux de la nouvelle scène. En effet, nous avons transformé une salle initialement prévue comme une salle de répétition "classique" en une salle modulable pouvant accueillir les musiques sur-amplifiées, avec une scène et des gradins rétractables pour un public debout allant jusqu'à 400 personnes » ajoute la directrice du projet.

On peut rester sceptiques quant à un changement à 180° de la vision des pouvoirs publics concernant la culture, redouter les erreurs du passé, regretter que de gros moyens financiers soient investis sur l'axe Rabat-Casa d'à peine 100 km, alors que le reste du pays manque cruellement d'espaces culturels. Mais quoiqu'il en soit, si en 1920, pour parler du « 6ème art » marocain, on aurait pu dire « Tout est à construire » ; si à la fin des années quatre-vingt-dix, on aurait dit et regretté « Pas grand-chose n'a été construit depuis 1956 » ; en 2012, on peut affirmer « Les bases des théâtres marocains commencent (enfin) à être posées ». Un théâtre, avec son identité marocaine, à la recherche de son fonctionnement, de son propre modèle. Qui tente de se réconcilier avec sa mémoire populaire, avec son public, hétéroclite, longtemps délaissé. Des théâtres marocains menés aujour-

d'hui par une génération de battants, qui crie haut et fort : « Mamfakinch , c'est-à-dire : « On ne fera pas de concession ». (Slogan du mouvement du 20 février et nom d'un site www.mamfakinch.com). Un work-in-progress. Et sans complexe. ■